

NOTRE POLITIQUE PUBLIQUE

# Dans la crise actuelle, l'Etat n'est pas le problème, mais la solution à nos problèmes

Face à la pandémie, l'Etat est à nouveau appelé à la rescousse. Comme en 2008, lors de la crise financière, il est le seul, nous dit-on, capable de sauver les meubles. Mais son rôle doit-il être uniquement celui du pompier ?

DOMINIQUE BERNIS

Il y a quarante ans, le 20 janvier 1981, dans son discours présidentiel inaugural, Ronald Reagan, d'une formule, ouvrait une ère nouvelle, celle que ses opposants qualifient de « néolibérale ». « Dans la crise actuelle, disait-il, le gouvernement - comprenez : l'Etat par opposition au marché - n'est pas la solution à nos problèmes ; le gouvernement est le problème ». Depuis, l'impératif d'un « moins d'Etat » s'est imposé dans les économies dites « avancées », des Etats-Unis au Japon, en passant par l'Europe, au travers de la plus grande partie du spectre politique - de la droite libérale à la gauche dite « gouvernement ». Il a survécu à la crise financière, celle de 2008, bien que les contribuables aient alors largement mis la main au portefeuille pour sauver les meubles. En 2020, face à la pandémie de Covid-19, l'Etat est à nouveau appelé à la rescousse. Le temps serait-il venu de revoir, fondamentalement, notre conception du rôle de l'Etat ? Nous avons ouvert le débat virtuel, forcément - avec Paul De Grauwe, Anne Eydoux, Isabelle Ferreras, André Sapir et Eric Toussaint. Leurs convergences et divergences éclairent les enjeux et les grandes questions qu'il reviendra aux citoyens de se poser.

## services publics La faillite de l'Etat néolibéral

**C**ette crise, une nouvelle fois, nous rappelle qu'un système capitaliste a besoin d'un stabilisateur extérieur : l'Etat. Il faut définitivement faire un sort à l'idéologie néolibérale selon laquelle il faudrait réduire les dépenses publiques, car elles seraient improductives ; que seule l'entreprise privée créerait de la valeur, que le « reste » serait parasite. Le « reste », c'est la Sécurité sociale, l'enseignement... qui sont hautement productifs, plus peut-être que le secteur marchand », attaque éhémère Paul De Grauwe, professeur émérite de la KU Leuven, enseignant aujourd'hui à la London School of Economics.

*Les Etats néolibéraux sont souvent très dépensiers pour les entreprises lorsqu'ils allègent les cotisations sociales payées par les employeurs*  
**Anne Eydoux**

Seulement voilà : nos Etats, pour la plupart, n'ont pas jusqu'ici été à la hauteur de la situation. Sur ce constat, il y a unanimité parmi nos cinq interlocuteurs.

André Sapir pointe également le manque chronique de moyens financiers et humains des services hospitaliers, dénoncé depuis longtemps par le personnel soignant. « On ne les a pas écoutés ; et, s'il est juste aujourd'hui de rendre hommage à leur dévouement face à la pandémie, il ne faut pas oublier que la société, depuis longtemps, a largement déconsidéré le personnel hospitalier, en particulier les infirmiers et infirmières, les aides-soignants et tout le personnel qui permet à l'hôpital de fonctionner, comme le montre le faible niveau de leurs rémunérations ».

« Il y a deux mois, le ministre de la Santé, Maggie de Block (FNRS) présentait encore un plan d'économies, visant notamment à fermer des maternités, de manière désespérée », rappelle Eric Toussaint, porte-parole du CADTM, qui pointe, comme Paul De Grauwe, un choix idéologique. « Depuis des années, on a répété que les services publics devaient être rationalisés, gérés comme des entreprises privées, être efficaces, voire rentables. Or, que constate-t-on ? Que la rationalisation - empêchant d'être performant face à des situations d'urgence de catastrophe. Les systèmes de santé, l'hôpital en particulier, n'ont pas vocation à être rentables, mais à répondre aux enjeux de santé publique. En France, leur désarmement s'est accéléré. Lors de l'épidémie de grippe A (H1N1), le ministre française de la Santé, Roselyne Bachelot avait distribué des masques à la personne soignée. « On ne les a pas écoutés ; et, s'il est juste aujourd'hui de rendre hommage à leur dévouement face à la pandémie, il ne faut pas oublier que la société, depuis longtemps, a largement déconsidéré le personnel hospitalier, en particulier les infirmiers et infirmières, les aides-soignants et tout le personnel qui permet à l'hôpital de fonctionner, comme le montre le faible niveau de leurs rémunérations ».

« Encore qu'il ne faut pas se méprendre sur la nature de l'Etat néolibéral, précise Anne Eydoux. « Il n'est pas nécessairement "en retrait" ; il s'agit de constater les dépenses publiques, la règle vaut surtout pour les dépenses sociales. Les Etats néolibéraux sont souvent très dépensiers pour les entreprises lorsqu'ils allègent les cotisations sociales payées par les employeurs, ou pour les ménages les plus riches lorsqu'ils réduisent l'impôt sur la fortune ».

## Union européenne Le risque d'un « chacun pour soi » destructeur

**A**ucun de nos interlocuteurs ne conteste la nécessité, aujourd'hui, pour les pouvoirs publics d'intervenir massivement afin de limiter la crise économique provoquée par le lockdown. Aucun ne soulève l'objection du manque de moyens financiers. « L'endettement public est fortement augmenté », admet André Sapir. C'est toujours le cas quand on est en guerre. La question qui va se poser, en revanche, sera de savoir comment on éponge les dettes publiques. Certains défendent le retour de l'austérité budgétaire. Ce serait la mauvaise réponse. Après avoir maintenu la capacité de rebond de nos économies, cela reviendrait à freiner le redressement, mais aussi à condamner les pays les plus lourdement affectés, à ce jour l'Italie et l'Espagne, à une décennie de restrictions budgétaires. La solution la plus réaliste, c'est la monétisation des dettes publiques. « Quelles que soient les modalités techniques, le principe est simple : les banques centrales détendent indéfiniment une partie importante des dettes publiques, sur laquelle les Etats ne paieront pas d'intérêt ».

**« Des obligations perpétuelles »**  
Paul De Grauwe, dont il faut rappeler qu'il est un grand spécialiste de l'union monétaire européenne, est à 100% sur la même ligne. « La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé son intention de racheter massivement des titres souverains, afin d'éviter une hausse des taux d'intérêt pour les pays les plus fragiles et de préserver la zone euro d'une nouvelle crise des dettes souveraines. Cela règle le problème de la liquidité, mais pas celui de la solvabilité des Etats. Il faudra donc aller plus loin et envisager, par exemple, l'émission d'obligations perpétuelles à taux zéro qui seraient acquises à l'émission par la banque centrale », explique-t-il.

Paul De Grauwe et André Sapir se rejoignent également sur le fait que la zone euro vit aujourd'hui une véritable crise existentielle - comprise littéralement que son existence, sa pérennité sont en jeu. « Le chacun pour soi serait destructeur », résume André Sapir. « La solidarité sera cruciale et impliquera des transferts entre Etats-membres. » A défaut ? « Si les pays du Nord refusent cette solidarité, l'union monétaire pourrait éclater », met en garde Paul De Grauwe.

Pour Paul De Grauwe, préserver l'union monétaire et, au-delà, l'union européenne elle-même doit constituer notre sérieuse préoccupation aujourd'hui. « On ne va pas résoudre plusieurs crises d'un seul coup », explique-t-il. Autrement dit : la priorité est à la relance de l'Union et de la machine économique, puis d'en changer dès maintenant les rouages.

Il rejette ainsi l'idée de conditionner l'intervention publique à d'autres objectifs, comme le verdissement des infrastructures, assurés par « le processus de production ou la remise en cause - à laquelle il est favorable - de la politique de libre-échange intégral conduite par la Commission européenne ».

## réformer l'économie Choisir entre Etat garant et Etat stratège

**R**emettre la réforme du système économique à demain ? C'est peu dire qu'Isabelle Ferreras, Anne Eydoux et Eric Toussaint ne partagent pas ce point de vue. Ils rappellent que face à la crise financière, les Etats sont venus au secours des grandes institutions financières et des grandes entreprises, mais que, malgré les beaux discours, rien n'a fondamentalement changé. Si, Eric Toussaint « remet en cause la légitimité de nouvelles dettes publiques contractées pour favoriser les grandes banques privées », Anne Eydoux rappelle qu'on attend toujours la domestication de la finance. « On nous fait croire que l'investissement en capital est le plus important et justifié que les actionnaires monopolisent des secteurs polluants ou des secteurs sollicitant d'urgence les citoyens en revenant décent et aux entreprises qui leur ont dû de production sera préservé. Il doit aussi, bien sûr, prendre des mesures pour assurer que l'économie produise les biens essentiels pour traverser la crise. Mais il ne doit pas se substituer au secteur privé pour garantir leur production. L'Etat est le garant de l'activité économique et, plus largement, de la vie sociale, mais il ne doit pas être l'occasion de repenser de fond en comble, non seulement nos comportements individuels, mais aussi notre vision de la société et de l'économie - autrement dit : de la manière dont nous gérons collectivement les ressources : il faut repenser le mode de pro-

« Notre vie aujourd'hui ne dépend pas des cadres de la haute finance ou de professeurs d'université, mais de toutes ces professions jugées banales et largement déconsidérées : les infirmières, les transporteurs, les éboueurs, les policiers... On nous dit qu'il faut reconnaître l'importance du travail. De fait ! Et bien souvent sérieux, cela passe d'abord par une revalorisation de leurs conditions de travail et de rémunération », réchérchit Isabelle Ferreras.

« On nous fait croire que l'investissement en capital est le plus important et justifié que les actionnaires monopolisent des secteurs polluants ou des secteurs sollicitant d'urgence les citoyens en revenant décent et aux entreprises qui leur ont dû de production sera préservé. Il doit aussi, bien sûr, prendre des mesures pour assurer que l'économie produise les biens essentiels pour traverser la crise. Mais il ne doit pas se substituer au secteur privé pour garantir leur production. L'Etat est le garant de l'activité économique et, plus largement, de la vie sociale, mais il ne doit pas être l'occasion de repenser de fond en comble, non seulement nos comportements individuels, mais aussi notre vision de la société et de l'économie - autrement dit : de la manière dont nous gérons collectivement les ressources : il faut repenser le mode de pro-

**Paul De Grauwe**  
Professeur émérite de la KU Leuven, il a enseigné à la London School of Economics. Docteur en économie de l'Université Johns Hopkins. Il a aussi été sénateur VLD de 1991 à 2003. Il est notamment spécialiste de l'union monétaire européenne - la douzième édition de son traité *The Economics of Monetary Union* a été publiée par Oxford University Press en 2018.

**Anne Eydoux**  
Anne Eydoux est docteur en Sciences Économiques (Paris 1) et maître de conférences au Cnam (Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris), chercheuse au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) et au Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique (Lise). Ses travaux portent sur le chômage, l'emploi, les politiques sociales et les inégalités entre les femmes et les hommes.

**Isabelle Ferreras**  
Isabelle Ferreras est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'UC Louvain et d'un Master of Science in Political Science du Massachusetts Institute of Technology (MIT, Etats-Unis). Maître de recherches au FNRS, elle enseigne à l'UC Louvain. Elle est chercheuse associée à l'Université Harvard. Elle a notamment publié *Gouverner le capitalisme ? Pour le bicamérisme économique* (PUF, 2012).

**André Sapir**  
André Sapir est professeur à l'ULB, il a été conseiller économique principal du président de la Commission européenne Romano Prodi et membre du Conseil européen d'études de l'emploi, les organismes, l'organe en charge de la stabilité financière. Spécialiste du commerce international, de la monétisation et de l'intégration européenne, il est docteur en économie de l'Université Johns Hopkins (Etats-Unis).

**Eric Toussaint**  
Eric Toussaint, docteur en Sciences Politiques de l'Université de Liège et de l'Université de Paris VIII, ancien maître de conférences à l'Université de Liège, est porte-parole international du réseau mondial du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM). Il vient de publier *Capitalisation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, aux éditions Syllepse.



La pandémie actuelle pousse à repenser le rôle de l'Etat mais aussi le fonctionnement de l'Union européenne. © AFP

## mondialisation La tentation d'une reconquête

**L'**avenir de la mondialisation divise nos interlocuteurs. L'épidémie a mis en évidence notre grande dépendance au « reste du monde » pour nos approvisionnements en produits stratégiques (comme les principes actifs des médicaments) et pour la poursuite du fonctionnement de nos appareils de production (puisque nos usines s'arrêtent quand les fournisseurs lointains ne produisent plus).

« Il ne faudrait pas en tirer la mauvaise leçon et remettre en cause le libre-échange », prévient André Sapir. « Va-t-on nous faire croire que la "démondialisation" arrêtera à l'avenir la propagation des virus ? Va-t-on prétendre sérieusement que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont à l'origine de la crise ? Que nous pourrions vivre l'auto-suffisance ? Nous avons besoin de plus de coopération internationale, pas moins. L'exemple de la recherche médicale, qui transcende les frontières nationales, en est la preuve ».

« Les limites du libre-échange »  
Paul De Grauwe, si le libre-échange doit être mondial

« Pour le porte-parole du CADTM, il s'agit, au-delà du secteur de la santé, de « mettre sous contrôle citoyenne, toute une partie du système économique, notamment en socialisant le secteur financier » ; mais aussi de « relocaliser une partie de la production agricole et industrielle ».

« Un tel programme radical ne fait pas l'unanimité, on s'en doute. « Dans la situation actuelle, l'Etat doit garantir aux citoyens un revenu décent et aux entreprises qui leur ont dû de production sera préservé. Il doit aussi, bien sûr, prendre des mesures pour assurer que l'économie produise les biens essentiels pour traverser la crise. Mais il ne doit pas se substituer au secteur privé pour garantir leur production. L'Etat est le garant de l'activité économique et, plus largement, de la vie sociale, mais il ne doit pas être l'occasion de repenser de fond en comble, non seulement nos comportements individuels, mais aussi notre vision de la société et de l'économie - autrement dit : de la manière dont nous gérons collectivement les ressources : il faut repenser le mode de pro-

rité internationale - et la globalisation, une logique de mise en concurrence des Etats qui fonctionne au profit des multinationales et mine la capacité des collectivités politiques à poser des choix au nom de l'intérêt général ».

« Mettre fin au dumping fiscal, social et environnemental »  
« Cette logique infernale », réchérchit Eric Toussaint, « est à l'œuvre au sein même de l'Union européenne, opposant par exemple le travailleur belge au travailleur roumain, qui vit dans un pays où le salaire minimum légal est de 200 euros, soit près de dix fois moins qu'en Belgique ».

Pour Eric Toussaint, il n'y a pas trente-six solutions : « Si l'on prend au sérieux l'idéal d'une "Europe sociale", si l'on veut mener la lutte contre la crise écologique, il faut mettre un terme au dumping fiscal, social et environnemental et, pour cela, notamment dénoncer les grands traités de libre-échange, ce que nous devons faire, car la Commission négocie en catimini des peuples. Faute de quoi le monde d'après ressemblera très fort au monde d'aujourd'hui... »

Mais s'il faut maîtriser la mondialisation (ou la globalisation), pour reprendre le distinguo d'Isabelle Ferreras), encore faut-il savoir de quel genre d'Etat nous avons besoin. « Nous avons le choix entre deux chemins possibles : la tentation autoritaire à la chinoise ; ou la reconquête démocratique. Taïwan et la Corée du Sud n'ont jamais dû aller jusqu'au confinement de la population ; ils n'ont pas sacrifié les libertés individuelles, mais organisé des tests à grande échelle - ce que nous n'avons pas été capables de faire dans nos pays européens - et mobilisé les citoyens, en leur expliquant que s'ils étaient positifs, ils devaient se mettre en quarantaine immédiatement », explique Isabelle Ferreras. « L'Etat », poursuit-elle, « n'est pas un machin inutile, inefficace, mais l'expression de notre capacité collective à choisir notre avenir et, même si cela peut paraître paradoxal, à être individuellement libres ».